

Le dossier

Coupe du monde au Qatar: un match de 10 ans!

L'organisation de la Coupe du monde 2022 aura fait couler beaucoup de sang. La CSC dénonce depuis de nombreuses années le traitement des travailleurs migrants au Qatar.

5/7

Retour sur la journée d'actions et de grève générale du 9 novembre

2

Extension du travail étudiant: une fausse bonne idée!

4

Travailleurs de plateformes, pas de troisième statut!

8

Mobilisations contre la hausse des prix de l'énergie

9





Des actions et des grèves face à la vie trop chère

Face à la hausse vertigineuse de leurs factures et au blocage de leurs salaires, les travailleurs et travailleuses ont exprimé, le 9 novembre dernier, leur anxiété et leur mécontentement à l'occasion d'une grande journée d'actions et de grève générale organisée en front commun.

| David Morelli |

À l'heure où nous bouclons ce numéro de *L'Info*, la journée d'actions et de grève générale est encore en cours. Blocages de zonings et de ronds-points, piquets de grèves devant des entreprises et des bâtiments publics... Les travailleurs et les travailleuses de l'ensemble des secteurs font entendre leurs voix pour que le gouvernement leur donne rapidement des perspectives d'avenir.

De Tournai à Bruxelles, en passant par Namur, le Brabant wallon et Charleroi, de nombreuses actions de sensibilisation et de solidarité ont accompagné cette journée de grève générale: soupe populaire sous les fenêtres du distributeur d'énergie Resa, à Liège, sur le thème «*Marre d'être plumé*», actions de sensibilisation dans le Luxembourg, ou encore à Mons et La Louvière, distribution de badges «*L'ambiance est électrique*» et présentation à la presse des entreprises ayant distribué des bénéfices en 2021, etc.

Il faut maintenant souhaiter que le gouvernement ne fera plus la sourde oreille aux revendications des travailleurs et travailleuses. La mention qui barrait les badges portés, en Hainaut occidental, par certains travailleurs et travailleuses qui n'avaient pas la possibilité de faire grève, mais qui souhaitaient afficher leur solidarité, synthétisait ces revendications en peu de mots: «*vivre dignement*».

Nous vous proposons quelques instantanés d'actions et de piquets, aux quatre coins du pays.



Usine des Nutons, Marche (CSC Luxembourg).



ArcelorMittal, Jemeppe (CSC LVO).



Engie, Bruxelles (CSC Bruxelles).

Bonus  **Dans l'app de L'Info**
Retrouvez toutes les actions en images. 

TIRAGE MOYEN
200.000 exemplaires

RÉDACTION
Chaussée de Haecht, 579
B-1030 Bruxelles (Belgique)
Tél: 02.244.32.86
Fax: 02.246.30.10
E-mail: presse@acv-csc.be

Pour obtenir votre correspondant, faites le 02.244 suivi des quatre chiffres indiqués.

ABONNEMENTS ET POSTE
Danny Assumani (3563)
danny.assumani@acv-csc.be

CHEFFE DU SERVICE PRESSE
Brigitte Jaspard (3291)
bjaspard@acv-csc.be

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Stéphanie Siegels (3557)
stephanie.siegels@acv-csc.be

RÉDACTION
David Morelli (3289)
dmorelli@acv-csc.be

Donatienne Coppieters (3283)
dcoppieters@acv-csc.be

MISE EN PAGE
Patricia Martin (3297)
patriciamartin@skynet.be
Marie-Hélène Toussaint
m-htoussaint@skynet.be

ÉDITEUR
Confédération des syndicats chrétiens (CSC)

IMPRIMERIE
Remy-Roto Beauraing

 www.lacsc.be

 www.facebook.com/lacsc

 www.twitter.com/la_csc

 www.instagram.com/lacsc

 www.youtube.com/cscvideo

Le contenu de cette publication s'entend aussi bien au féminin qu'au masculin.



Zoning de Saintes, Tubize
(CSC Brabant wallon).



Zoning de Seilles, Andenne
(CSC Namur-Dinant).

«Pour les courses, on est passé d'un budget de 600 à 800 euros par mois en ayant supprimé les petits plaisirs, comme les limonades, les fromages autres que le gouda... On les a remplacés par des produits blancs. Le gouvernement fait les lois, mais ne s'occupe pas du tout des pauvres. Il devrait fixer les prix des produits de première nécessité comme le pain, la farine, les aliments pour enfants...»

Farid, Quality Agent dans un hôtel 5 étoiles



Delhaize, Mons
(CSC Mons-La Louvière).



Trixxo, Tournai
(CSC Hainaut occidental).

«Tout le monde a dans la tête le souci de savoir comment il va pouvoir payer ses factures. C'est devenu un fardeau pour toutes les familles. Avec ces mobilisations, on espère un soutien du gouvernement à tous les ménages et familles qui n'arrivent plus qu'à remplir un quart de leur chariot avec 50 euros.»

Madiha, déléguée syndicale dans les titres-services et maman célibataire



Aéroport de Charleroi
(CSC Charleroi - Sambre et Meuse).



Les jeunes ont besoin d'une revalorisation du travail étudiant

Pour les Jeunes CSC, l'extension du travail étudiant à 600 heures par an est une fausse bonne idée.

En pleine crise énergétique, et dans le cadre du conclave budgétaire, le gouvernement fédéral propose d'étendre le contingent d'heures du travail étudiant de 475 à 600 heures par an. Si cela peut paraître attrayant pour les étudiants et répondre à leurs besoins, cette idée ne résiste pas à l'analyse. Pour les Jeunes CSC, la priorité est de revaloriser le salaire des jobistes afin de leur permettre de se constituer des droits pour le reste de leur carrière et d'accéder à la sécurité sociale.

La nouvelle mesure décidée par le gouvernement fédéral concernant l'augmentation des heures du travail étudiant n'est pas une solution pour améliorer les conditions de vie des jeunes dans un contexte de crise énergétique. Selon Nel Van Slijpe, responsable national des Jeunes CSC, «le premier travail d'un étudiant, c'est d'étudier. Pousser l'étudiant à travailler pour financer le coût élevé des études est une mesure qui renforce les inégalités et crée un cercle vicieux de l'échec et de l'abandon pour de nombreux jeunes». Pourtant, près d'un étudiant sur

quatre travaille toute l'année pour payer ses études. Selon le dernier rapport de Randstad, un tiers des étudiants font également des jobs pendant les périodes de blocus et d'examen. Ce chiffre est alarmant et ne cesse de croître.

Jeunes et précaires

Les factures d'énergie explosent, «à la fin du mois, je n'ai plus assez d'argent pour acheter de la nourriture et je n'ai pas pu renouveler mon abonnement pour les transports qui est, pourtant, très peu cher», témoigne Déborah dans l'enquête que les Jeunes CSC ont lancée sur les réseaux sociaux. Ce dont les jeunes ont besoin, ce sont des solutions structurelles pour sortir de la précarité, comme la réduction du coût des études et la baisse des prix de l'énergie, mais pas de travailler 125

heures supplémentaires avec des contrats qui n'offrent aucune sécurité d'existence.

Cet hiver, de nombreuses entreprises risquent de fermer, ne pouvant faire face à l'augmentation des coûts de l'énergie. Les jobistes n'auront pas accès au chômage temporaire, ils se retrouveront donc sans revenus. Rendre encore plus flexible le travail étudiant ne résoudra pas ce problème. Même au niveau du salaire, les étudiants seront pénalisés. En effet, «un contrat étudiant ne permet pas aux jobistes de se constituer des droits à la sécurité sociale», rappelle Nel Van Slijpe. Une extension du nombre d'heures sous contrat étudiant ne changera pas car ce type de contrat reste toujours moins avantageux qu'un contrat classique (prime de fin d'année, pécule de vacances, chômage temporaire, droit d'accès à la sécurité sociale, etc.).

Mobilisation

Les seuls gagnants de cette mesure seront les employeurs qui pourront profiter encore plus d'une main d'œuvre étudiante bon marché et flexible. À l'inverse, ce dont les jeunes ont besoin, c'est d'une revalorisation du travail étudiant en permettant aux jobistes de se constituer des droits pour le reste de leur carrière et d'accéder à la sécurité sociale afin d'être protégés en cas de perte d'emploi.

Les Jeunes CSC continueront de se mobiliser sur cette question dans les semaines à venir afin de défendre les droits des jobistes.

Plus d'infos sur www.jeunes-csc.be



1 ÉTUDIANT SUR 4
TRAVAILLE TOUTE L'ANNÉE POUR
PAYER SES ÉTUDES.

Pour les jobistes, un contrat étudiant reste toujours moins avantageux qu'un contrat classique.



© Shutterstock



Coupe du monde au Qatar: un match de 10 ans



Rarement l'organisation d'une Coupe du monde aura fait couler autant d'encre. Et de sang. Si le monde politique semble prendre conscience tardivement des conditions dans lesquelles le tournoi s'est – littéralement – construit, cela fait des années que la CSC dénonce la manière dont les travailleurs migrants sont traités au Qatar. | David Morelli |

Au moins 6.500 travailleurs ont perdu la vie lors de la construction des infrastructures permettant l'accueil de la Coupe du monde de football 2022 au Qatar. Ce chiffre épouvantable, révélé en février 2021 par le journal anglais *The Guardian*, a jeté une lumière crue sur une situation humaine intolérable et sur la responsabilité écrasante du Qatar, de la Fifa et des entreprises impliquées. «*Beaucoup de travailleurs ont perdu la vie*» déplore Smritee Lama, du syndicat népalais Gefont qui apporte son soutien aux travailleurs migrants, entre autres, au Qatar. «*Pendant des mois, jusqu'à 2.800 personnes quittaient chaque jour le Népal pour partir travailler dans un État du Golfe. En prenant l'avion, ils pouvaient voir entre un et trois cercueils qui, quotidiennement, revenaient du Qatar, sans explication sur la cause du décès*».

Le Qatar, État pétrolier et gazier le plus riche au monde, est sous le feu

des projecteurs des organisations syndicales internationales depuis l'attribution controversée de l'organisation du tournoi. L'Émirat a lancé la construction, entre autres, d'un port, d'un aéroport international, d'une ligne ferroviaire... et de six stades de football. Des projets titanesques impliquant de faire massivement appel à de la main d'œuvre étrangère. Aujourd'hui, le Qatar compte environ 2,8 millions d'habitants, dont 2,3 millions de travailleurs immigrés, majoritairement originaires de l'Asie du Sud: Inde, Bangladesh, Népal... Ils travaillent dans la construction mais aussi dans le nettoyage, les transports, la pêche ou comme domestiques.

Première mi-temps: les migrants dominés

La Confédération syndicale internationale (CSI), l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) et la CSC ont rapidement attiré

l'attention sur les conditions de travail esclavagistes subies par la plupart des migrants: salaires très bas, situations d'insécurité aboutissant à de nombreux accidents de travail mortels, longues journées de travail, logement dans des camps insalubres... Face à ces conditions de travail inacceptables, deux obstacles de taille: l'interdiction de s'organiser dans un syndicat et le système

6.500

TRAVAILLEURS AU MOINS ONT PERDU
LA VIE LORS DE LA CONSTRUCTION
DES INFRASTRUCTURES POUR
L'ACCUEIL DE LA COUPE DU MONDE.

de «*kafala*». Ce système de parrainage appliqué à la main-d'œuvre étrangère, donne à l'employeur le pouvoir de décider si son travailleur peut changer d'emploi ou quitter le pays, grâce à un visa de sortie.



coup de choses sur lesquelles il faut travailler».

Au Qatar, comme dans de nombreux pays dans le monde, il y a encore beaucoup à faire pour que «sport» ne rime plus avec «mort». Les organisations syndicales ont d'ailleurs demandé à la Fifa et au Comité olympique d'introduire une clause sociale dans le cahier des charges pour l'attribution de leurs prochaines manifestations sportives.

Sources: WSM, CSCBIE et Moc Liège.

«Lorsque la Fifa a attribué l'organisation de la Coupe du monde au Qatar en 2010, la situation des travailleurs népalais était déjà déplorable dans ce pays, explique Smirtee Lama. Lorsqu'ils arrivaient au Qatar, ils signaient un contrat rédigé en qatari qui, très souvent, ne correspondait pas aux salaires et Per Diem prévus dans le contrat signé au Népal.» Malgré cette situation, impossible pour le travailleur de quitter le pays sans l'autorisation de son employeur ou de porter plainte, faute de syndicats et de droits syndicaux. «Avec l'aide du CSI, nous avons quand même constitué des groupes de soutien et organisé secrètement les travailleurs à partir de 2011» se réjouit la syndicaliste.

«Il n'y a, aujourd'hui, toujours pas de droits syndicaux au Qatar» conclut la syndicaliste de Gefont Népal. Les banques retiennent des salaires, l'employeur garde toujours le passeport... Il y a encore beau-

Bonus  **Dans l'app de L'Info**
Lisez le témoignage
d'un travailleur
migrant népalais. 

La CSC sur le terrain

Durant presque une décennie, la CSC Bâtiment – Industrie & Énergie (CSCBIE) a travaillé pour sortir les travailleurs migrants du système d'esclavage moderne qui avait cours au Qatar avec la complicité de la Fifa. | David Morelli |

«Quand on a appris l'attribution de la Coupe du monde au Qatar, nous nous sommes battus pendant deux ans pour qu'elle ne s'y déroule pas, reconnaît Pierre Cuppens, secrétaire général de la CSCBIE. On a ensuite décidé d'essayer de tirer profit de la médiatisation d'une telle compétition pour pouvoir faire avancer le droit des travailleurs partout dans le monde et principalement dans les pays du Golfe.»

Carton rouge

Dès 2013, une délégation de la CSCBIE se rend au Qatar et constate les conditions de travail dignes des travaux forcés que connaissaient les centaines de milliers de travailleurs migrants venus y travailler, entre autres dans la construction, pour nourrir leur famille.

Pour la CSCBIE et l'IBB, la Fifa porte une lourde responsabilité dans ce dossier: c'est elle qui a attribué la Coupe du monde de football au Qatar et qui détermine les conditions pour la construction des stades et de l'infrastructure. Face à cette tragédie humaine, la CSCBIE lance l'alarme auprès des autorités locales et de certaines multinationales de construction actives sur les chantiers.

«Le problème dans les compétitions sportives mondiales, c'est que personne ne se sent responsable des conditions de travail. Entrepreneurs,

Arrêts de jeux

Au final, le bilan reste mitigé: si les conditions salariales et de travail de certains travailleurs migrants se sont nettement améliorées, les violations du droit du travail demeurent le quotidien de nombre d'entre eux: application incorrecte



LE PROBLÈME DANS LES COMPÉTITIONS SPORTIVES MONDIALES, C'EST QUE PERSONNE NE SE SENT RESPONSABLE DES CONDITIONS DE TRAVAIL.

ou incomplète des nouvelles règles du travail, méconnaissance des migrants de leurs droits, refus des employeurs de se conformer aux lois, etc.



Pierre Cuppens et Smirtee Lama, du syndicat népalais Gefont



«États et organisateurs se renvoient la balle» déplore Pierre Cuppens.

Remontada

Suite à un intense travail syndical, depuis 2017, les lignes bougent. Au niveau des entreprises, un accord cadre international est signé avec la multinationale Besix (lire *L'Info* n°4), afin de promouvoir le devoir de vigilance et de protéger les travailleurs partout où Besix est actif. Cela passe par des normes à respecter par les prestataires de services, leurs fournisseurs et leurs sous-traitants, notamment en matière de conditions de travail, et des missions conjointes, entre autres, avec la CSCBIE, de contrôles des chantiers.

Si du côté de la Fifa on botte en touche en matière d'actions concrètes et de responsabilité sociale des entreprises, le travail réalisé par la CSCBIE avec l'Union belge de football (URBSFA) abouti à une vraie prise de conscience qui se traduit par la création d'une plateforme d'information et de consultation réunissant la CSCBIE, la CGFGTB, l'URBSFA et Amnesty Belgique (L'OIT et la Fifa y sont invités). Au Qatar, l'URBSFA a signé une charte avec l'hôtel où logeront les Diables rouges assurant le respect du droit du travail pour les employés de l'hôtel. Une visite a eu lieu sur place pour rencontrer les travailleurs.

Au niveau de l'État qatari, la pression internationale abouti à la signature d'un accord qui constitue une avancée indéniable en matière de normes de travail. «Les réunions, visites, enquêtes et pressions réalisées en collaboration avec d'autres syndicats, dont Gefont et l'IBB, ont permis des avancées comme l'instauration d'un salaire minimum et l'abolition du Kafala, se réjouit Pierre Cuppens. Mais ces avancées ne sont pas suffisantes. Il reste encore beaucoup à faire en termes de droits humains, de sécurité et de bien-être. À cet égard, on exige de l'État qatari le maintien des acquis et la création d'un centre pour les travailleurs migrants au niveau du pays.»

Jouer les prolongations

Après quasi une décennie de combat pour améliorer les conditions des travailleurs, Pierre Cuppens est fier des avancées obtenues. «Grâce au travail accompli par la centrale et l'internationale de la construction, il y a bien moins de décès qu'auparavant. Notre combat a permis de sauver des vies. Néanmoins, ce qui nous tracasse, c'est le risque de perdre les avancées obtenues lorsque la Coupe du monde se terminera. Aujourd'hui, on travaille donc sur de la consolidation: on exige de l'État qatari le maintien des acquis et on soutient l'IBB dans la création d'un centre pour les travailleurs migrants.»



La troisième mi-temps

Laetitia Baldan, du secrétariat international de la CSCBIE, aborde l'après Coupe du monde au Qatar. | Propos recueillis par David Morelli |

«C'est maintenant que les choses doivent changer car le monde entier aura les yeux tournés vers le Qatar. Notre crainte, c'est que les projecteurs qui éclairent actuellement la situation des migrants s'éteignent après la Coupe du monde. Alors qu'au Qatar, qu'il est toujours interdit aux travailleurs migrants de former des syndicats et d'y adhérer, nous souhaitons créer un centre pour les travailleurs migrants. L'objectif est d'avoir un endroit pour se regrouper, s'informer et être formés sur leurs droits et demander une assistance et des conseils juridiques. Ce centre devra être géré par des organisations syndicales et rester au Qatar de manière pérenne après la Coupe du monde.»

«On a un engagement avec l'URBSFA pour avoir encore des réunions après la Coupe du monde. Elle a également annoncé qu'elle ira également au Qatar après la compétition pour faire le suivi de ce qui



© Shutterstock

Les violations du droit du travail demeurent le quotidien de nombreux travailleurs migrants.

Et finalement, est-il adéquat de regarder la Coupe du monde? «On peut regretter qu'elle se déroule au Qatar mais, maintenant, il est important qu'elle ait lieu: il ne faut pas que les travailleurs soient décédés pour rien. Je regarderai chez moi les belges jouer.»

s'y passe. Le but, c'est aussi que les avancées soient pérennisées et fassent tâche d'huile dans les autres pays du Golfe.»

«Syndicalement, on se concentre déjà sur la Coupe du monde de 2026. Elle sera organisée de manière conjointe par les États-Unis, le Canada et le Mexique, pays où la situation syndicale est loin d'être parfaite. On est déjà, au niveau de l'IBB, en contact avec les syndicats de ces pays-là.»

«Nous avons également demandé à la Fifa que, avant l'attribution de l'organisation d'une Coupe du monde, les pays candidats aient soit adopté une charte en matière de respect des droits humains, soit se soient déjà engagés à avoir des avancées concrètes en la matière, ou s'y engagent d'ici à la Coupe du monde qu'ils organiseraient. La Fifa a énormément de chose à faire de son côté...»





BRUXELLES

«Plus jamais de Qatarstrophe!»

Un mois avant le coup d'envoi de la Coupe du monde, des militantes et militants ont joué un match de foot symbolique au stade du Crossing, à Schaerbeek. En bleu, les multinationales, en rouge, les travailleurs de la construction.



© Dieter Telemans

En jouant sans règles équitables, ils voulaient dénoncer les violations des droits humains et du travail dans le secteur de la construction des infrastructures de la Coupe du monde au Qatar.

Bart Verstraeten, directeur de WSM: «Le Qatar n'est pas une exception. Ce jeu déloyal envers les travailleurs et les travailleuses se produit dans le monde entier et dans tous les secteurs. Les entreprises fixent les règles, les travailleurs et l'environnement en pâtissent. Les entre-

OFFRE D'EMPLOI

La CSC Alimentation et Services recherche, pour la zone de Bruxelles, un collaborateur administratif, service membres (H/F/X).

Date limite pour postuler: le 31 décembre 2022 au plus tard.

Détails de l'offre sur www.lacsc.be/job



BRUXELLES

Travailleurs de plateformes: pas de 3^e statut!

Une nouvelle loi belge sur l'économie de plateforme et une directive européenne en cours de finalisation prévoient une présomption de salariat pour ces travailleurs. Uber déploie un lobbying agressif pour mettre à mal cette directive.

Le 25 octobre dernier, la CSC Transcom et United Freelancers ont manifesté avec la Confédération européenne des syndicats (CES) et les organisations des travailleurs de plateformes devant le Parlement européen où des auditions avaient lieu sur la situation des chauffeurs Uber et sur les activités de lobby de la plateforme. «Nous refusons de tomber dans le piège tendu par la multinationale: la banalisation d'un 'troisième statut' de travailleur, la subordination de l'employé combinée à la fragilité de l'indépendant



© David Morelli



CE JEU DÉLOYAL ENVERS LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES SE PRODUIT DANS LE MONDE ENTIER, DANS TOUS LES SECTEURS.

prises doivent prendre leurs responsabilités! Pour les y contraindre, la Belgique doit adopter une loi sur le devoir de vigilance qui oblige toutes les entreprises à prendre en compte les droits humains, les normes du travail et les normes environnementales dans leurs chaînes d'approvisionnement. L'Europe doit aussi adopter une directive.»

• Regardez et partagez la vidéo du match:

<https://lacsc.co/qatarstrophe>

• Soutenez la loi sur le devoir de vigilance:

www.madewithrespect.be



– soit un travailleur sans droits. Si cette situation perdure, alors elle va inévitablement contaminer tous les secteurs de l'économie et toutes les entreprises.» I.D. Mo. |



WALLONIE ET BRUXELLES

La hausse des prix, ça suffit!

Les mobilisations se poursuivent contre la hausse des prix de l'énergie. | David Morelli |

La CSC ne relâche pas la pression. Le 20 octobre dernier, des mobilisations ont eu lieu en front commun syndical à Liège, Charleroi, Bruxelles, ou encore à Mons et La Louvière, pour exiger du gouvernement des mesures fortes et durables en matière d'énergie, de plafonnement des prix, mais aussi pour exiger une meilleure régulation du marché, la taxation des surprofits, le découplage des prix du gaz et de l'électricité, etc.

«Un pull ne suffira pas»

À Charleroi, un millier de manifestants se sont rassemblés devant la centrale électrique d'Amercœur (Roux), une des centrales de production d'Engie Electrabel. Ils ont exprimé en front commun syndical leur ras-le-bol face à la situation injuste que cette crise met en lumière: alors que les surprofits d'Engie explosent, leurs clients doivent faire face à des factures d'énergie de plus en plus inabornables. De nombreux manifestants s'étaient munis d'un pull en vue de réaliser une longue chaîne de tricots pour répondre avec ironie à la suggestion des politiques de mettre un pull pour faire face à la flambée des prix. Car, pour beaucoup, un pull ne suffira pas pour avoir chaud cet hiver...

Soupe populaire

À Bruxelles, c'est une action «soupe populaire» qui s'est déroulée près du rond-point Schuman, sous les fenêtres des institutions européennes, à l'heure où les chefs d'État et des gouvernements de l'Union européenne se réunissaient pour un nouveau sommet visant à sortir de la crise de l'énergie. Quelque 300 manifestants se sont rassemblés pour leur dire «ça suffit!». Ils ont également dénoncé les

À Charleroi, le front commun a rappelé qu'un pull ne suffira pas pour avoir chaud cet hiver.



Les militants de La Louvière ont distribué des tracts pour visibiliser leurs revendications.

profits mirobolants réalisés par les multinationales du gaz et de l'électricité depuis le début de la crise, tandis que les citoyens ne parviennent plus à payer leurs factures. Des militants CSC ont pris la parole au quotidien en ces heures de crise (voir vidéos sur l'app de L'Info).

Teasing revendicatif

La CSC Liège-Verviers-Ostbelgien (LVO) et la CSC Mons-La Louvière ont organisé des actions visant à mobiliser la population pour la journée d'actions et de grève générale du 9 novembre et à visibiliser leurs revendications. Des tracts et des sucettes estampillées «Ne laissez pas partir votre avenir en sucette!» ont été distribués à deux ronds-points de Mons et La Louvière. À Liège, des équipes de militants ont nuitamment installé des calicots



La CSC LVO a mené une grande opération d'affichage.

et inondé les artères de la Cité ardente d'affiches aux slogans évocateurs: «Marre d'être plumés? Le 9 novembre, tous en grève», «Touche pas à l'index», etc. Les passants ont applaudi l'action: «Vous avez raison, on doit bouger, on ne s'en sort plus. Merci pour votre action», a-t-on notamment entendu.



BRUXELLES

Pour un avenir durable et juste

Le 23 octobre, la Coalition climat organisait sa 15^e marche pour le climat à Bruxelles. Depuis 2008, la CSC y réclame une transition juste pour ne laisser personne de côté. | Donatienne Coppieters |

En ce dimanche anormalement chaud pour la saison, à la veille de la 27^e conférence mondiale sur les changements climatiques (COP 27) qui se déroulera en Égypte du 7 au 18 novembre, nous étions 30.000 dans les rues de Bruxelles avec des slogans divers et variés. Ensemble, jeunes et moins jeunes, parents et enfants, associations de tous horizons – syndicats, environnementalistes, ONG, associations de jeunesse, grands-parents pour le climat... – se sont réunis pour porter des vœux pour un futur soutenable et respectueux de la planète, et pour dénoncer l’immobilisme politique.



IL N’Y A PAS D’EMPLOIS SUR UNE PLANÈTE MORTE!

Pour la Coalition climat, organisatrice de la marche, il y a deux priorités: accélérer la rénovation des bâtiments

de manière coordonnée et réfléchie pour lutter contre la pauvreté énergétique, et faire en sorte que chaque citoyen ait accès à une alimentation durable, saine et de qualité.



© Paul Corbeel

Préparer les travailleurs

Les militantes et militants de la CSC ont une fois de plus montré que climat et syndicat vont de pair: la transition écologique doit être équitable et personne ne doit être laissé pour compte. Nous devons préparer les travailleuses et les travailleurs à l’évolution du monde du travail de demain. De cette façon, nous veillerons à ce que les droits durement acquis ne soient pas perdus.

Cette année, le lien entre la question énergétique et la justice sociale est plus tangible que jamais. De nombreuses personnes vivent en situation de précarité énergétique et ne savent pas ce que leur réserve le

mois prochain. Il en va de même pour certaines de nos entreprises et organisations qui ne savent pas de quels montants seront les factures d’énergie dans les mois à venir et n’auront parfois d’autre choix que d’arrêter leurs activités, alors que d’autres réalisent des bénéfiques records.

La CSC bien présente

La CSC a proposé une animation autour d’un jenga géant: un jeu de construction déséquilibré proposé aux manifestants afin de dénoncer que l’avenir ne peut se construire sur des bases qui s’écroulent et que nous voulons des plans climatiques ambitieux. Ils étaient aussi invités à écrire leurs propres slogans sur le climat.

Dans la foule, un immense tissu vert, porté de tous côtés, transbahutait deux terres. Les Jeunes CSC étaient aussi de la partie avec des chants et une bannière pour rappeler qu’«il n’y a pas d’emplois sur une planète morte!».



© Paul Corbeel

Une délégation amazonienne était présente en tête de cortège.

Bonus



Dans l’app de L’Info Interview de François Sana, conseiller transition juste à la CSC.



Europe

Feu vert historique à la directive salaire minimum

Le 4 octobre dernier, la première législation européenne sur les salaires minimums adéquats a été adoptée. | David Morelli |

En Europe, sept travailleurs sur dix, rémunérés au salaire minimum, témoignent de difficultés à boucler les fins de mois. Dans le même temps, la couverture par la négociation collective a diminué dans 22 des États membres de l'UE. Plus globalement, les inégalités salariales continuent de croître en Europe. Dans ce contexte, l'adoption d'une directive ambitieuse concernant l'instauration de «salaires minimums adéquats» en Europe constituait un enjeu important pour avancer dans la construction d'une Europe plus sociale.

vivre dignement de son travail en Europe. Tout en préservant les bonnes pratiques nationales déjà en vigueur dans certains pays garantissant l'autonomie des partenaires sociaux, la directive doit aussi imposer aux États membres de définir avec [eux] les mesures nécessaires pour développer et renforcer la négociation collective dans tous les pays européens.» Il existe en effet un lien entre la couverture par la négociation collective et la hauteur des salaires: plus la couverture est élevée, plus les salaires sont élevés.

Établissement d'un cadre

Deux ans après la proposition de la Commission européenne, le Conseil

d'assurer, dans chaque État, un niveau de vie décent. Les États qui disposent d'un salaire minimum légal devront s'assurer qu'il est «adéquat» avec, comme valeur de référence indicative, 60% du salaire médian brut ou 50% du salaire moyen brut. Par ailleurs, la directive exige que des plans d'action nationaux soient établis pour porter la couverture en matière de négociation collective sur le marché du travail à 80%. Cela devrait permettre un renforcement des syndicats.

Un effet d'entraînement

Quid de la Belgique qui n'a pas de salaire minimum légal? Dans notre pays, la fixation des salaires minimums repose (quasi) exclusivement sur la négociation collective. La démarche européenne pourrait avoir un effet d'entraînement sur la question de l'adéquation du sa-



LE TEXTE ÉTABLIT UN CADRE POUR QUE LES ÉTATS MEMBRES FAVORISENT LA CONCERTATION SOCIALE.



En Europe, 7 travailleurs sur 10 au salaire minimum ont des difficultés à boucler le mois.

Dans une carte blanche publiée en février dernier dans le journal *Le Monde*, huit membres de la Confédération européenne des syndicats (CES), parmi lesquels Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC, appelaient à une directive et à une négociation collective la plus ambitieuse possible: «*Cette directive doit imposer aux États membres où le salaire minimum légal existe de le fixer à des niveaux décents pour que chaque travailleur et travailleuse puisse*

pour les affaires économiques et financières a adopté la directive sur les salaires minimums adéquats. Cette directive oblige les pays de l'UE à s'assurer que leur salaire minimum légal national permet un niveau de vie décent.

Le texte n'instaure pas un salaire minimum européen mais établit un cadre pour que les États membres favorisent la concertation sociale. Cela, entre autres, en vue de relever les salaires minimaux et

laire minimum interprofessionnel. L'adoption d'une directive européenne constitue un outil supplémentaire dans notre lutte contre la politique de modération salariale qui a des conséquences désastreuses sur la capacité à négocier collectivement et, par extension, à promouvoir la négociation collective. La Belgique devra transposer le texte dans les deux ans.

Penser l'après 9 novembre



Ce mercredi 9 novembre, les organisations syndicales ont mobilisé largement dans tout le pays pour une journée d'actions et de grève générale. Une belle réussite qui témoigne de la nécessité de pouvoir rester digne, de vivre décemment alors que le climat social est tendu. En effet, à l'heure actuelle chacun et chacune peut très vite basculer dans la précarité. Des mesures d'aide aux ménages ont été prises par le gouvernement, jusque fin mars 2023. Il en manque tout de même une! Une solution structurelle pour plafonner le prix de l'énergie.

Lors de cette journée d'actions, nous avons aussi rappelé l'importance de redonner des perspectives sur le long terme aux travailleurs et aux travailleuses. Il faut donc se mettre au

travail pour redéfinir et promouvoir un nouveau modèle économique. Nous devons enclencher sans tarder les changements qui nous positionneront de manière plus sereine pour les années à venir. La crise actuelle peut être une opportunité historique de le faire.

Nous continuerons de revendiquer la possibilité de négocier les salaires librement, partout où cela est possible.

Offrir des perspectives au-delà du mois de mars pour les travailleurs et introduire de la souplesse dans les négociations salariales, tel est le sens des actions menées jusqu'ici et de celles qui suivront.

Stop aux violences faites aux femmes



MANIFESTATION MIRABAL

Féminicides, continuum des violences, violences sexuelles, violences économiques et impacts sur la santé et la vie des femmes... les violences subies par les femmes sont multiples. Cette année, nous réaffirmons notre solidarité avec la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes.

Mobilisez-vous!

Rendez-vous le 27 novembre à 13h au Mont des Arts (Bruxelles) pour le village associatif. Départ de la manifestation à 14h.

Plus d'infos sur www.facebook.com/mirabal.belgium



MIRABAL
BELGIUM